

# Squat sous Kennedy

A Nancy, une vingtaine de demandeurs d'asile ont trouvé refuge dans un escalier, entre les bâtiments de la SNCF et de la CUGN, sous le viaduc.

En surface du viaduc Kennedy, près de la gare, aucune trace d'eux quand à l'heure de midi, le trottoir grouille de salariés de la CUGN, CCIR, SNCF ou Mutuelle santé, pressés d'aller manger. Il faut emprunter un escalier - noyé hier sous un produit de désinfection dont l'odeur était plus insupportable encore que les effluves qu'il est censé combattre - pour entrevoir le campement de fortune, au bout de la rue de la Rotonde.

Une dizaine de matelas jetés à même le béton d'une plateforme, des couvertures usées jusqu'à la corde, des cartons déchirés pour se barricader du froid et des fêtards du samedi soir qui balancent leurs bouteilles à moitié vides avant d'aller en boîte... Bienvenue chez Daniel. Ce jeune Albanais de 23 ans survit là depuis un mois. Hommes, femmes, enfants en bas âge, ils sont une vingtaine comme lui, originaires d'Albanie ou du Kosovo, à se partager l'espace. Sous la chaussée. Comme des rats. Repoussés de la surface de la



Des familles, des enfants survivent dans un escalier, sous le viaduc Kennedy depuis un mois.

Photo Patrice SAUCOURT

ville. D'autres dorment en contrebas de l'escalier, dans un recoin à proximité des rails de chemin de fer, sous

une cabane en carton ou dans une tente igloo. Les nuits hachées par l'humidité, la crainte d'une agression, les tympans pris en sandwich entre les passages de trams et de trains. Indigne. Dégradant. Inhumain. « On pourrait au moins faire quelque chose pour les enfants ! », s'insurge un agent SNCF.

« Où voulez-vous qu'on aille ? C'est la meilleure place de la ville que nous avons trouvée ! », explique Daniel, ex « aide infirmier » dans son pays qu'il a fui « pour des raisons de sécurité, politiques et pour une vie meilleure en France, pays des droits de l'Homme ».

Le jeune homme, l'un des rares à s'exprimer, manie difficilement le français et comme sa sœur, « étudiante en tourisme », maîtrise beau-

coup mieux l'anglais. « Certains ont dû payer 1.000 €/personne pour fuir l'Albanie en camionnette ». Des sommes encaissées par des passeurs.

« Nous n'avons pas d'autres choix que de dormir dans cet escalier. La police est venue nous rendre visite à plusieurs reprises, en nous demandant de partir mais nous avons montré nos papiers de demandeurs d'asile », poursuit Daniel. « À Nancy, l'association d'Accueil et réinsertion sociale (ARS) n'a pas de solution d'hébergement à nous proposer ! Juste des tickets d'alimentation, c'est déjà ça. L'ARS nous demande d'attendre. Mais jusqu'à quand ? L'hiver approche, il nous faut de l'aide, une école pour les petits... »

Alain THIESSÉ

## Préfecture : « Pas eu de signalement »

► La préfecture de Meurthe-et-Moselle explique qu'elle n'a pas été saisie de « demandeurs d'asile non hébergés et que ce groupe n'a pas été signalé ». Rencontrés hier, Kosovars et Albanais assurent avoir sollicité l'ARS à plusieurs reprises (document à l'appui) pour une solution d'hébergement. Un bug entre l'association d'Accueil et réinsertion sociale, assaillie de migrants et la préfecture, coincée entre l'obligation de trouver un toit aux demandeurs et un parc totalement saturé ? Les 12 hôtels de Nancy et agglomération disposant de chambres réservées et louées par l'État, affichent complet. Et certains hôteliers à l'instar de l'hôtel Bonsai à Ludres (une seule chambre libre sur les 48 occupées par des réfugiés), rencontrent parfois des difficultés pour gérer ces populations. Les autres modes de logements (une dizaine de sites répartis sur Nancy, Jarville, Toul et Neuves-Maisons) sont complets eux aussi. Reste l'ex caserne Faron à Vandœuvre qui, au mois d'août, après travaux, a ouvert ses portes à une cinquantaine de demandeurs d'asile. Gérée par l'ARS, la structure est en capacité d'en accueillir le double.